

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À LA RADIO-TÉLÉVISION ITALIENNE, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, VENDREDI 2 JUILLET 1982.

2 JULY 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, nous sommes à la veille de la visite en France du Président de la République italienne, Sandro Pertini. Lors de vos entretiens, il sera probablement question de l'Europe et en-particulier des problèmes économiques au-sein de la Communauté européenne. A la lumière des sommets de Versailles et de Bruxelles, quel est votre sentiment à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Avant de commencer mes réponses, je voudrais dire la joie que j'ai de recevoir le président Pertini en visite officielle en France et particulièrement à Paris. Je connais depuis longtemps le président Pertini : j'ai pour lui non seulement de l'amitié mais beaucoup de respect et le recevoir, ce sera l'occasion pour moi de marquer à quel point je tiens aux bonnes relations entre l'Italie et la France, et j'en profite aussi pour dire cela au peuple italien.\

`Suite réponse` Quant à la question précise qui m'est posée, c'est vrai que la Communauté économique européenne `CEE` a besoin, comme on le dit dans une expression un peu populaire en France, de "resserrer ses boulons" : c'est-à-dire d'approcher les problèmes avec plus de rigueur dans l'analyse et dans le jugement et peut-être plus de volonté. Car l'Europe doit se faire. Pour la faire, il faut éviter de céder aux passions purement particulières ou disons simplement à l'égoïsme national, bien que l'égoïsme national puisse être dans certains domaines non seulement une nécessité, mais aussi une valeur.

- Nous avons bâti la Communauté économique européenne. Nous étions six. Nous sommes dix maintenant. Nous pourrions être, je le souhaite si l'on en discute sérieusement, nous pourrions être bientôt douze. La Communauté a eu beaucoup de peine à se mettre d'accord sur la fixation des prix agricoles. Elle a eu beaucoup de peine aussi à définir la répartition entre ses membres et, en-particulier, à dominer les problèmes posés par la Grande-Bretagne. Cependant cette Communauté, divisée, mal assurée d'elle-même, a su montrer un visage commun, parler d'une seule voix à Versailles `sommet des pays industrialisés les 5 et 6 juin`. Non seulement se trouvaient là quatre pays, dont l'Italie et la France, l'Allemagne fédérale `RFA` et la Grande-Bretagne, mais aussi le président de la Commission européenne et le président belge en exercice du Conseil européen. Et là, nous avons dû faire front pour indiquer aux Etats-Unis d'Amérique qu'ils plaçaient les économies européennes dans une situation extrêmement difficile par des fluctuations de change, c'est-à-dire par la valeur du dollar ne correspondant pas aux réalités de l'économie, et par des taux d'intérêt de l'argent qui bloquent, en fait, non seulement l'économie des Etats-Unis d'Amérique aujourd'hui, mais la plupart de nos entreprises, notre bâtiment, notre développement, qui brisent la croissance de l'Europe.

- D'autre part, sur d'autres problèmes - on vient de le voir à Bruxelles `Conseil européen du 29 juin` - touchant à notre attitude en face du Proche-Orient, touchant au problème très grave qui aurait pu nous opposer, de l'Amérique latine, et sur d'autres questions encore, j'ai pu observer qu'il y avait un progrès dans la prise de conscience de l'Europe par les dix membres de cette Communauté.

- J'ai toujours recherché un bon accord avec l'Italie. Nous avons, en effet, quelques contentieux de caractère économique, peu nombreux mais sérieux. Mais j'ai observé que les dirigeants italiens, comme les dirigeants français, savaient malgré tout dominer ces problèmes, sans jamais les oublier pour que l'Italie et la France s'accordent. Et elles le font de façon générale pour une meilleure compréhension de nos peuples.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les dangers qui, malheureusement, menacent encore la paix dans de nombreuses parties du monde - et en-particulier au Moyen-Orient - seront très certainement évoqués lors des entretiens que vous aurez avec le président italien, M. Pertini - qui est également très sensible à ces problèmes.

- Pensez-vous que, dans ce domaine, il soit possible d'envisager des initiatives particulières que pourraient promouvoir la France et l'Italie ?

- LE PRESIDENT.- Je pense d'abord que l'Italie et la France ont su faire la démonstration d'une grande

harmonie sur la plupart des grands dossiers internationaux. Cela est dû non seulement à la très grande sensibilité et à la grande compétence des dirigeants de votre pays, de l'Italie, mais aussi je crois à une sorte de destin historique de nos peuples à rechercher dans les grandes circonstances les bases d'une démarche commune. Personnellement, je me suis très engagé dans cette direction et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai tenu à me rendre à Rome tout récemment, accompagné de nombreux ministres, pour débattre face à face, amicalement mais fermement, des problèmes franco - italiens.\

`Suite réponse ` relations franco - italiennes` Sur le Moyen-Orient, quelle est la position commune ? Nous voulons que chaque peuple de cette région du monde vive dans sa patrie. Nous voulons que dans cette patrie, il puisse exercer les pouvoirs et les compétences de son choix. Cela veut dire quoi ? Cela se traduit par des frontières sûres et reconnues et le droit à l'existence et donc aux moyens d'existence d'Israël. Si Israël est constamment menacé dans son existence, on aboutira, et c'est déjà le cas, à des exaspérations ou à des angoisses qui entretiendront un climat de guerre. Il faut donc que les pays arabes reconnaissent vraiment l'existence d'Israël. Et cela est vrai des Palestiniens : il est très difficile d'aboutir à un accord éventuel tant qu'une organisation comme l'OLP estimera que l'un de ses objectifs essentiels doit être la destruction d'Israël. Oh ! Je sais bien que dans la réalité, les choses ne sont pas toujours celles-ci, mais il faut faire attention aux objectifs marqués dans les statuts ou dans la politique définie. Il en va de même lorsque Israël envahit le Liban : il faut condamner. Il n'est pas possible qu'un pays comme le Liban, comme les autres pays de la région, ne puisse pas disposer de sa souveraineté, de son indépendance et de son unité. Un pays occupé par plusieurs armées étrangères, un pays éclaté, l'armée israélienne, surtout aujourd'hui, à la veille - j'espère que non - d'une aggravation du conflit par la pénétration dans Beyrouth avec un combat de rues qui serait désastreux pour chacun : tout cela fait que les pays européens, dont la France et l'Italie, ont appelé au cessez-le-feu, ont soutenu l'idée du cessez-le-feu, ont précisé les conditions éventuelles d'un cessez-le-feu, c'est-à-dire que les armées se retirent de Beyrouth, c'est-à-dire que chacun retrouve ses cantonnements, c'est-à-dire que l'on cesse les bombardements, c'est-à-dire que l'on prévoit aussi le départ et que les armes se taisent, tout cela devant se faire dans l'honneur pour éviter des humiliations qui, pendant longtemps, risquent de peser sur les relations des peuples en question. Eh bien, sur ces démarches, à l'Organisation des Nations unies, au-sein de la Communauté européenne `CEE` et dans nos relations bilatérales, je dois dire que j'ai trouvé, dans les dirigeants italiens, des partenaires loyaux, compétents, engagés.\